

AKTUELL

GENDER

A bas l'Etat féministe ?

Luc Caregari

L'association des hommes du Luxembourg (AHL) s'est donné les moyens de se constituer en parti politique. Si certaines de ses revendications ne sont pas fausses, elle se trompe pourtant d'adversaires.

Lundi dernier, l'AHL tenait sa première conférence de presse. Il y avait de grandes nouvelles: « Dorénavant, une simple décision du comité suffira pour faire de notre association un parti politique », soulignait Fernand Kartheiser, le président de l'AHL et ancien diplomate ayant délaissé la politique internationale pour un autre front, plus dangereux encore: celui entre hommes et femmes. C'est pourquoi il s'est retranché derrière l'affirmation que ce n'était pas au comité actuel de prendre cette décision, mais à celui qui sera élu en mars 2008. De l'autre côté, il ne laisse planer aucun doute sur leur détermination: « Nous appelons encore une fois tous les partis politiques de reconnaître enfin les soucis et les revendications des hommes. L'AHL est prête au dialogue ». En d'autres termes: Stoppez nous, sinon cette affaire deviendra sérieuse. Décidément, cet homme connaît son métier.

Une autre tactique de l'AHL est d'attaquer sur plusieurs fronts. Ainsi, les problèmes des hommes en matière de divorce ne sont qu'un point parmi d'autres. « Nous voulons aussi parler du harcèlement sexuel, des quotas féminins, de l'harmonisation du droit civil européen et de la prostitution », affirme Kartheiser. Et de continuer sur un autre point du programme: l'éradication du « gender mainstreaming » de la politique active du gouvernement. En effet, pour Kartheiser l'égalité des chances entre hommes et femmes est un fait accompli au Luxembourg. « L'égalité des chances est établie sur des bases légales. Mais l'égalité elle-même ne peut pas être atteinte par la force de la loi qui n'a pas vocation à changer les mentalités », croit-il savoir. Gageons que de telles idées feront vite la ronde des tables de bistrot et que si l'AHL devient un parti, ce sera l'ADR qui en fera avant tout les frais.

Mais avant de licencier tout un ministère et toutes les employé-e-s de

tous les bureaux à l'égalité des chances, l'AHL veut parler de divorce. Surtout pour la garde d'enfants qui reviendrait d'office aux femmes. Ainsi, Claude Schroeder, membre du comité, a pointé du doigt la quasi-impunité en cas de non-représentation d'enfants, alors que cet acte constitue un délit. L'AHL flaire le « féminisme d'Etat ».

Feministes partout, justice nulle part

Domage que le procureur d'Etat Robert Biever ait gâché cette victimisation des hommes en improvisant lui-aussi une conférence de presse, afin de relativiser les affirmations de l'AHL. « Je ne veux aucunement entrer en polémique avec ces gens, mais certaines affirmations concernant le travail de la justice luxembourgeoise sont fausses », a-t-il souligné. Le fait que beaucoup plus de femmes obtiennent la garde des enfants est dû à ce que beaucoup plus de mères la demandent. De même pour les tutelles et les non-représentations d'enfants. Ici, les choses varient au cas par cas et sont souvent dues à des malentendus ou des interprétations divergentes des ordonnances. « Le sujet est très complexe. Je reconnais qu'il y a des cas absolument dramatiques dans lesquels il est difficile d'accepter les décisions du tribunal. Mais en aucun cas nous ne sommes une institution féministe », ajoute-t-il.

D'ailleurs l'AHL aurait pu éviter cela. Tout simplement en demandant ces chiffres au procureur lors d'une entrevue qu'ils avaient sollicitée. Même s'ils ont eu raison sur certains points - il est indéniable que la justice familiale au Luxembourg n'est pas au beau fixe - l'AHL se trompe d'adversaires. Si les femmes obtiennent la garde plus souvent ce n'est pas à cause d'une conspiration féministe, mais plutôt son contraire: le vieux modèle maman au foyer avec les gosses et l'homme au boulot qui subvient aux besoins de la famille. Peut-être feraient-ils mieux de consulter les bureaux à l'égalité des chances: ils sont là aussi bien pour les femmes que pour les hommes ...

SHORTNEWS

LSAP für Werteunterricht ... im Prinzip

Der Vorschlag der ehemaligen Unterrichtsministerin Erna Hennicot-Schoepges, es der islamischen Religionsgemeinschaft zu ermöglichen, in den Schulen einen eigenen Unterricht zu erteilen, erhielt eine klare Absage seitens des LSAP-Fraktionsführers Ben Fayot. Die LSAP setze sich eher für weniger als für mehr Religion in der Schule ein. Immerhin habe man der CSV das Werteunterricht-Pilotprojekt im „Neie Lycée“ abgetrotzt. Dennoch tut sich der sozialistische Koalitionspartner schwer damit, auch der eigenen Basis glaubhaft zu machen, dass es mit der Trennung von Kirche und Staat ernst gemeint ist. Man habe die Aussage der „bildungspolitischen Sprecherin der CSV“, Françoise Hetto, zur Kenntnis genommen, bezweifle aber, dass die CSV ernsthaft die Einführung eines religionsneutralen Werteunterrichts wolle. Für Alex Bodry ist ein solcher „radikaler Schritt“ kaum denkbar - auch angesichts der Tatsache, dass vier Fünftel der Schüler sich immer noch für „Relioun“ entscheiden. Mit Ausnahme der Grünen, die die Trennung von Kirche und Staat in ihrem Programm vertreten, weist der LSAP-Chef die Kritiken der anderen Parteien von sich: ADR und DP hätten das Thema mit keiner Silbe in ihrem Programm erwähnt, demnach könne ihnen das Thema eigentlich gar nicht wichtig sein.

Courageux pro-Européens aux Pays-Bas

L'intention déclarée de Jean-Claude Juncker de ne pas soumettre au référendum la nouvelle mouture du traité constitutionnel européen n'a guère donné lieu à des critiques. Sans doute, les grands partis préfèrent-ils « une avancée dans la construction européenne » aux principes démocratiques. Aux Pays-Bas, il n'en va pas de même. Fin septembre, Jan Peter Balkenende, le premier ministre chrétien-démocrate a annoncé qu'un nouveau référendum était superflu et non souhaitable. Cette idée se heurte à une forte opposition dans la population et dans la classe politique. Rappelons qu'en 2005, la population avait rejeté le premier texte constitutionnel par 61,8 pour cent de non. Cette fois-ci, le traité serait simplement ratifié par le parlement, majoritairement en faveur du texte. Or, ce ne sont pas seulement les euro-sceptiques néerlandais qui exigent une consultation populaire. Les partis d'opposition pro-européens, depuis les Verts jusqu'aux Libéraux, sont plutôt favorables à cette idée. Même les élus du parti travailliste, partenaire de coalition de Balkenende, y adhèrent. En principe, le parlement peut essayer d'imposer un référendum. Le dernier rempart contre la démocratie serait alors le Sénat, plutôt sur la ligne de Balkenende.

woxx@home

Attention ! Ne souriez pas !

Le Brésil ne fait pas partie de l'espace Schengen. Le Chili non plus. Etrange. Fâcheux. Un de nos rédacteurs qui va bientôt devoir s'y rendre pour accompagner une visite d'Etat était persuadé du contraire et pensait que la carte d'identité, son abonnement CFL ou la carte de fidélité de son resto fétiche suffirait. Mais non, les services douaniers sont pointilleux. Va alors pour renouveler le passeport périmé. Sur son trente et un après s'être longuement entraîné à faire son plus beau sourire - faudrait pas décevoir la douanière brésilienne - il est prêt pour le « shooting ». Mais voilà, désormais les photos sont biométriques. En clair: il faut regarder l'objectif d'un air menaçant et surtout ne pas sourire ! Si on y ajoute la barbe de trois jours qu'il arbore, il a plutôt l'air d'un type que personne ne voudrait voir dans le même avion. Maintenant, il a peur, car une question taraude son esprit: si tout le monde tire une telle tête, comment reconnaître les vrais méchants ?